

Pas de taxi pour Tobrouk

Et Kadhafi devint Saddam

DAOUD BOUGHEZALA

PAR les temps qui courent, s'opposer à l'intervention armée en Libye vous attire bien peu d'amis. Exception faite de quelques parias de la scène internationale – Chavez, Morales, Loukachenko, Khamenei – et du Guide libyen lui-même, l'analyste critique se trouve bien esseulé. Hormis Rony Brauman, la plupart des opposants habituels au « *droit d'ingérence*¹ » se rangent derrière l'action diplomatique à la hussarde de Nicolas Sarkozy. Entre-temps, BHL a subrepticement succédé à Alain Juppé au Quai d'Orsay. L'Histoire retiendra un virage éclair amorcé en quelques semaines. D'Alliot-Marie à BHL, nous sommes passés du benalisme immobilier au néo-impérialisme cheveux au vent. Pendant ce temps se trame peut-être une autre guerre régionale : les chiens bahreïnais aboient, la caravane saoudienne passe. Quelle que soit l'horreur qu'inspire Kadhafi, on est donc en droit de contester les arguments avancés en faveur de l'opération « Aube de l'Odyssée ».

Le « droit » d'ingérence est un humanisme

L'ingérence n'a jamais été un droit. Fiction juridique théorisée par Jean-François Revel, l'ingérence exprime l'idéologie des classes dominantes et permet à d'habiles stratèges pourvus de bonnes âmes de jouer les va-t-en-guerre au nom d'idées généreuses. Désormais, on fait la guerre par pacifisme et on tue pour sauver des vies. Devons-nous proclamer que « *nous sommes tous libyens* » ? Ce droit-de-l'homme n'est pas seulement politiquement abscons, en ce qu'il fait fi des réalités nationales, politiques, sociales et culturelles, il moralement hémiplégique : une victime de bombardement allié est dite « *collatérale* » tandis que l'ennemi se retrouve apostasié... Mise en scène pratique que celle qui consiste à ignorer les massacres lorsqu'ils se situent du bon côté de la ligne de front. Souvenons-nous des exactions commises par la mafieuse UCK albanaise, relookée après la guerre menée par l'OTAN en Résistance victorieuse, à l'encontre des Serbes du Kosovo, au vu



Mouammar Kadhafi.

et au su d'un certain Bernard Kouchner – et de nos soldats. Le bombardement de Belgrade et l'écrasement de Milosevic (que l'on pouvait, il est vrai, considérer comme un bénéfice collatéral) se firent au nom d'un humanitarisme à géométrie variable. À l'arrivée, on n'a pas besoin de chercher des complots partout pour observer que la guerre de l'OTAN sert les objectifs géostratégiques des États-Unis en affaiblissant la Russie. Le lyrisme peut rimer avec la realpolitik la plus pragmatique.

En Libye, face aux crimes de guerre de Kadhafi, des causes voisines risquent de reproduire des effets identiques. Déjà, certains groupuscules salafistes prennent fait et cause pour les insurgés dans ce qui ressemble de plus en plus à une guerre civile. Les slogans islamistes portés par certains groupes tribaux assistés d'une poignée de hauts dignitaires kadhafistes n'incitent pas plus à l'enthousiasme. Certes, il serait idiot de se déterminer en fonction des affinités idéologiques de tel ou tel ou de réduire le débat public à un caricatural face-à-face BHL-Dieudonné. Bombarder la Libye constituait-il le meilleur moyen de protéger les civils libyens ? Le doute est permis...

C'est l'ONU qui est aux manettes

Las ! Après quelques jours de tergiversations, l'OTAN, ce vestige de la guerre froide qui cherche sa raison d'être, aura eu raison des Nations unies. Quels buts poursuivent Nicolas Sarkozy et ses alliés : protéger les populations civiles ? Renverser Kadhafi ? Instaurer la démocratie et l'État de droit ?

Tout cela à la fois, vous répondront les propagandistes de la doctrine humanitariste. L'ennui, c'est que le réel pourrait déjouer leurs beaux projets. En dernière instance, à supposer même que les insurgés parviennent à conquérir tout le pays avant d'organiser des élections libres, nos démocrates bottés seront-ils aussi intraitables sur le respect de la souveraineté populaire si une majorité islamiste sort des urnes ? Après tout, l'OTAN bafoue aujourd'hui la souveraineté nationale au nom des droits de l'homme. Demain, la démocratie devra-t-elle passer sous la toise des droits humains ? Sans compter qu'il est toujours plus facile de commencer une guerre que de la terminer. Si l'enlèvement succède à l'emballage, la France pourrait être obligée d'engager des troupes au sol. Qu'en penseront les électeurs ?

Le matraquage médiatique a joué à plein la carte du « *There Is No Alternative* ». Dommage, on aurait pu imaginer une issue moins flamboyante mais plus réaliste, comme un départ honorable du tyran de Tripoli, moyennant finances et immunité judiciaire. Au lieu de quoi, la résolution de l'ONU l'érige au rang suprême de martyr de l'Occident « *croisé*² ». Si on ne lui laisse aucune porte de sortie, il préférera combattre jusqu'au dernier Libyen.

À tout cela, il faut ajouter le message envoyé aux dictateurs : si vous ne voulez pas finir assassiné ou jugé par un tribunal occidental, dotez-vous d'armes de destruction massive. À Pyongyang, l'intouchable Kim Jong-il rit tranquillement en affaissant son peuple. Alors que le drame de Fukushima hante les esprits occidentaux, l'affaire libyenne assure le service après-vente de l'arme atomique. Si Kadhafi, comme Saddam, n'avaient pas démantelé leurs arsenaux, ils dormiraient bien au chaud sous les ors de leurs palais.

Les mystères de l'ingérence « humanitaire » demeurent donc insondables. Je préfère de plus en plus la version originale d'*Un taxi pour Tobrouk* à son remake occidentaliste... •

1. Une notion juridiquement vide devenue, en un quart de siècle, l'impératif catégorique du droit-de-l'homme botté.

2. Lapsus révélateur de Claude Guéant, qui dit la réelle nature du conflit : une croisade menée, non pas au nom de la chrétienté, mais en vertu de la religion du nouveau siècle : les droits de l'homme universel et déconnecté.